

Est-ce à l'école de « combattre les cons par l'éducation » ?

Combattons les cons par l'éducation : c'est un des nombreux slogans scandés à la manifestation de dimanche à Bruxelles. De toutes parts, suite aux attentats de Charlie Hebdo, des voix s'élèvent : « C'est la faute de l'école, qui ne remplit pas suffisamment sa mission éducative. »

« C'est la faute de l'école », est-ce vraiment aussi simple ? Non, bien sûr, les experts s'inscrivent en faux contre ce questionnement dominant. En commençant par rappeler qu'un certain nombre de jeunes qui se sont radicalisés ne sont plus en âge scolaire. En soulignant aussi que l'école n'est pas l'endroit où la radicalisation peut avoir lieu.

Pour Patrick Hullebroeck, directeur de la Ligue pour l'enseignement, « on attend trop de l'école » : « Préparer à l'université, intégrer les jeunes immigrés, leur apprendre le français... On en demande trop ! De manière générale, on fait trop facilement des procès sur les "manquements" de l'école en oubliant que le problème est parfois ailleurs. »

« L'école est le reflet de la société dans laquelle elle évolue »

Ailleurs ? Prenons pour exemple le phénomène des écoles ghettos, contre lequel le décret « Inscriptions » ne parvient pas à lutter. « On reproche à l'école son manque de mixité sociale mais comment notre société s'organise elle-même dans la mixité », s'interroge Patrick Hullebroeck. Dans l'enseignement fondamental, le recrutement est très local ; comment dès lors exiger d'une école qui recrute dans un quartier à 90 % de population immigrée qu'elle présente un

autre visage ? Notre enseignement doit être volontariste pour corriger le tir, mais lui faire des procès à cet égard est injuste. L'école est le reflet de la société dans laquelle elle évolue. »

Nico Hirtt, membre fondateur du mouvement de réflexion et d'action « Appel pour une école démocratique » (Aped), tient un discours à peu près similaire : « Est-ce que l'école est responsable de ce qui arrive ? Non. Est-ce qu'elle a un rôle à jouer là-dedans ? Oui ! » Pour lui, l'essentiel n'est pas de refaire un énième débat sur l'apprentissage de la citoyenneté, comme cela a été fait dans la presse ces derniers jours. Il estime que le problème de l'école n'est pas un déficit d'éducation, mais un déficit d'instruction. « L'école doit permettre aux élèves de comprendre le monde dans lequel ils vivent, en termes de géopolitique, de rapports Nord-Sud, de géographie... A ce stade-ci, dans cette culture de l'approche par compétences, l'école ne remplit pas forcément ce rôle et place les élèves dans l'impossibilité de réfléchir aux possibilités de changement. Ce qui, in fine, peut les mener à la violence et des gestes désempérés comme ceux perpétrés à Paris. »

Question de contenu, donc ? Le directeur de la Ligue pour l'enseignement insiste lui aussi sur la nécessité d'« apprendre la pédagogie de l'image », de « donner les clés pour décoder des formes d'expression différentes des classiques de la grande culture ».

« Davantage décoder le monde dans lequel on vit »

En fait, il ne s'agit pas que de citoyen-

neté ou de connaissances. Jean-François Guillaume, sociologue spécialiste des questions éducatives à l'Université de Liège (ULg), estime que la question des savoirs est un faux débat et pointe trois autres enjeux. Le premier est de travailler sur la formation initiale des enseignants, au cours de laquelle l'éducation à la citoyenneté est un « parent pauvre ». Les instituteurs et les régents ont 30 heures, dans leur cursus, consacrées à la diversité culturelle. Les agrégés suivent 20 heures de fondement de la neutralité.

Anne Delangre, titulaire d'un cours de diversité culturelle à la haute école Louvain en Hainaut, explique qu'elle travaille principalement sur le processus de construction des stéréotypes. « J'essaie de sortir mes étudiants de leur cadre de référence, de les ouvrir aux autres cultures, détaille-t-elle. Le souci de tout cours est que le jeune prenne ce qu'il a envie de prendre. Nous sommes en période d'exams, les étudiants me disent tous de très belles choses dans leurs copies, mais sur le terrain, ce n'est pas forcément aussi facile. »

Ces derniers temps, l'idée de créer un cours de citoyenneté dans les écoles a été beaucoup évoquée. Selon Jean-François Guillaume, « tout le défi consiste à ne pas reléguer l'éducation à la citoyenneté dans un bloc à part, mais de l'inscrire au cœur du travail ».

Le deuxième enjeu, pour le sociologue, est de mieux gérer les incidents scolaires. « L'école doit être organisée selon les grands principes d'un Etat de droit. Un de ceux-ci est : on ne rend pas justice

soi-même, à l'inverse de ce qu'ont pu laisser sous-entendre certains médias. Or, dans une classe, quand l'enseignant est victime d'insultes, par exemple, cela lui semblera souvent naturel de punir lui-même. Ce qui peut engendrer des rancoeurs chez l'élève et lui donner le sentiment que la loi du plus fort prévaut. A ce stade, il y a du chemin à faire. »

Enfin, il y a la problématique des liens entre l'école et le reste du monde. Selon le sociologue de l'ULg, ces deux entités sont encore trop séparées. Un jeune peut observer des difficultés scolaires, mais l'école ne peut rien faire s'il fait face à des déficiences dans son environnement, à des crises familiales passagères ou continues. Pour le professeur Guillaume, il faudrait davantage ouvrir les enseignants sur un monde qui est, par ailleurs, de plus en plus complexe.

Et d'en revenir à la première mission de l'école pointée par Nico Hirtt : donner aux élèves les balises pour comprendre le monde. Jean-François Guillaume cite Gaston Bachelard : « On ne peut rien fonder sur l'opinion, il faut d'abord la détruire. » Le sociologue préfère parler de « déconstruction ».

Déconstruire : la tâche est ardue et éminemment actuelle, lorsqu'on lit les témoignages, dans les médias français, d'enseignants confrontés à des élèves déclarant, à propos des terroristes de Charlie, « c'est normal qu'ils se vengent », parce que « maman l'a dit à la maison ». ■

ANN-CHARLOTTE BERSIPONT
ÉRIC BURGRAFF

cours de citoyenneté « Nous le faisons déjà »

ENTRETI

Une heure de cours de citoyenneté en commun pour les élèves de l'enseignement officiel en lieu et place d'une heure de religion ou de morale ? Cette idée figure dans la Déclaration de politique communautaire depuis plusieurs mois. Avant une probable concrétisation en 2016, elle trouve un écho favorable dans les débats autour des récents événements de Paris (Le Soir de ces 10 et 12 janvier). Mais pourquoi limiter l'initiative au seul enseignement officiel alors que le libre scolarise environ la moitié des élèves ? Nous avons posé la question à Étienne Michel, directeur général du secrétariat général de l'enseignement catholique (Segec).

L'enseignement libre est-il prêt à rejoindre l'officiel sur ce projet ?

Répondre à cette question suppose un préambule. Il faut savoir qu'il existe des différences objectives entre réseaux sur ce sujet, dont celle-ci : le Pacte scolaire

contraint l'enseignement officiel à organiser plusieurs cours de religion ou de morale alors que le libre est autorisé à en organiser un seul. Dans l'officiel, les élèves sont ainsi séparés dès que l'on parle religion ou morale alors que dans le libre, ils ont ce cours en commun même si dans certaines écoles les élèves de confession musulmane sont majoritaires. À partir de là, nous avons essayé de construire un cours de religion catholique dans un cadre plus contemporain, autour de trois grands principes. C'est ainsi qu'il aborde le questionnement philosophique, le dialogue interconfessionnel et l'éducation citoyenne. À notre niveau, le débat ne consiste donc pas à savoir si on doit aborder ces trois thèmes dans le cadre des cours philosophiques et s'il faut le faire en rassemblant les élèves, nous le faisons déjà.

Dans toutes les écoles ?

Nous le faisons dans l'enseignement secondaire mais, dans le primaire, nous

avons encore un bout de chemin à accomplir. Ce serait bien entendu un problème si ces cours étaient conçus dans une optique dogmatique ou de prosélytisme, mais ce n'est pas le cas. Elle n'est ni souhaitée ni tolérée. Ces références sont des questions du passé. Par contre, notre manière de voir les choses autour des trois questionnements de base est intéressante lorsque, dans des classes rassemblant des élèves de confessions différentes, les références à la raison et à la religion peuvent s'éclairer mutuellement.

On reproche beaucoup à l'école des manquements en matière d'apprentissage du vivre ensemble... Votre avis ?

On lui demande beaucoup et c'est normal. Ces questions de la tolérance doivent se traiter dans les registres de la culture et de l'éducation. Cela étant, personne n'est en mesure de garantir que même la meilleure éducation au monde nous protégerait d'événements dramati-

ques. ■

Propos recueillis par
ÉRIC BURGRAFF

« Ce serait bien entendu un problème si ces cours étaient conçus dans une optique dogmatique mais ce n'est pas le cas, elle n'est ni souhaitée ni tolérée. »

ÉTIENNE MICHEL, DIRECTEUR GÉNÉRAL DU SEGEC

DÉBAT

Plan de lutte

Alors que la ministre de l'Éducation Joëlle Milquet (CDH) met la dernière main à un plan de lutte contre la radicalisation à l'école, une question se pose au lendemain des attentats parisiens : quel rôle l'école joue-t-elle, ou peut-elle jouer, dans le processus de radicalisation ? Les sorties se multiplient dans la presse, appelant à une meilleure éducation et à une meilleure formation à la citoyenneté des jeunes. Mais il faut éviter les raisonnements linéaires : l'école est loin d'être le seul acteur à entrer en ligne de compte. Pour les experts, « l'école est le reflet de la société dans laquelle elle évolue ».

Forest Le vivre ensemble passe par la franchise

Athénée royal Andrée Thomas, à Forest (Bruxelles). Une grande cour de récréation, un terrain de sport, un vaste parc. Un environnement propice à l'instruction. Où l'on s'est rendu lundi pour comprendre la sensibilisation des élèves au « vivre ensemble ». Les événements parisiens de la semaine dernière sont encore dans toutes les têtes.

Cet établissement « à discrimination positive » est foncièrement multiculturel. Pas moins de 80 % des 720 élèves sont de confession musulmane, belges issus de l'immigration marocaine. Dans le climat actuel, il est indispensable d'éduquer et de conscientiser les jeunes à l'intégration dans la société, insiste le préfet Marc Evrard. « *La mission première de l'école est d'instruire mais dans l'instruction, on retrouve évidemment l'éducation. Il faut apprendre les grandes valeurs morales de notre société.* » Le préfet entend apporter un sens critique aux jeunes. Pour cela, il veut leur offrir les

meilleures conditions, tant au niveau logistique (bâtiments, technologies, etc.), qu'au niveau de la qualité des enseignants et des éducateurs. « *Ils doivent être à l'écoute, marquer de l'intérêt et un profond respect pour ces élèves souvent susceptibles et sensibles.* » La relation privilégie donc ici la confiance et le respect mutuel.

Le « pluriconfessionnel <UN> », rempart aux amalgames

Capital selon le préfet de l'Athénée de Forest, le « vivre ensemble » n'est pas pour autant chose aisée. Mais l'apprentissage peut être facilité par les différents moyens qui y sont mis en place, la plupart du temps à la demande des élèves.

Bruno Eliat est professeur de religion catholique. Depuis le massacre de la rédaction de *Charlie Hebdo* et la prise d'otages de la Porte de Vincennes, il s'accorde avec ses collègues, plus particulièrement ceux qui dispensent les cours de religion et de morale. « *Nous avons souvent des réunions ensemble et dès le début de l'année, nous établissons un tronc*

d'apprentissage commun. » Cela passe

par des activités touchant toutes les tranches d'âge mais surtout par des débats, des discussions. « *Catholiques, musulmans ou laïques, notre but est de faire réfléchir, faire sortir les élèves du littéralisme religieux. Nous devons également inculquer des valeurs éthiques, une conscience et des pistes pour apprendre à vivre ensemble et gérer les conflits intelligemment.* »

Pour ce faire, une place importante est laissée aux jeunes afin qu'ils s'expriment. « *Les musulmans entre eux ont tendance à se victimiser. Il y a un effet d'enfermement, c'est ça aussi qu'il faut combattre.* »

Bruno Eliat n'a qu'un seul mot d'ordre : la franchise. C'est, selon lui, la seule manière de crever les abcès, d'ouvrir le dialogue et d'enfin mettre un terme à cette agressivité. « *C'est par là que les jeunes apprendront à vivre ensemble.* » ■

BENJAMIN DILAULO (st.)

BONNES PRATIQUES

La cour de récré

Et si tout partait de la cour de récréation ? Et si cette jungle où (certains) enfants sont rois n'était qu'une société miniature avec ses dominants, ses dominés, ses fils de riches, ses gens d'ici et de là-bas ? Bruno Humbeeck, de l'Université de Mons (UMons), en a fait son terrain de recherche autour de deux grands principes. Un, on y contrôle les com-

portements agressifs en régulant l'usage de l'espace (un espace pour le foot, un autre pour se défouler et un troisième pour la papote). Deux, on ouvre des lieux de médiation, des « espaces de paroles » eux aussi soumis à des règles précises. À ce jour, 160 écoles ont bénéficié de ce projet salvateur.

Les petites phrases

« *Un garçon, ça ne pleure pas.* » Ou « *Ma religion est la meilleure.* ». Le genre de petites phrases qui, sorties de leur contexte, tuent toute possibilité de dialogue. Par contre, débattues dans des

espaces de dialogue matérialisés à même le sol de la classe, elles sont porteuses de sens. Le Centre pluraliste de planning familial du Luxembourg en a fait une arme contre l'intolérance, un élément de sa boîte à outils pour favoriser la tolérance. Depuis de nombreuses années, la petite équipe sillonne les écoles du sud de la Wallonie, répond aux demandes des enseignants avec des animations « clef sur porte » ou sur mesure autour du respect de la différence, des émotions... « *C'est intéressant car, à l'ex-*

ception des cours de religion ou de morale, les écoles manquent d'espaces-temps pour favoriser l'expression des émotions et des débats d'idées. », dit Bénédicte Sturbois, responsable du planning de Libramont.

Impliquer les élèves

Pour le chercheur français François Audigier, il est intéressant d'organiser des formes de coopération, comme les conseils de classe, permettant à chacun de se respecter autour de décisions communes. « *Il faut en effet que les élèves développent une certaine*

possibilité de pouvoir dans l'établissement, sinon l'éducation à la citoyenneté restera injonctive et moralisatrice. »

Echanger davantage

Un exemple simple : les élèves d'une école primaire belge abordent la météo. Ils produisent des dessins, des petits textes, etc., et les échangent avec une école africaine. « *La double approche permet d'enrichir les connaissances* », remarque Marie Watteyne, titulaire du cours Diversité culturelle à la haute école Louvain en Hainaut.

E.B. ET A.-C.B.

Liège « L'école a sa part de responsabilité à prendre »

Pour la responsable de l'athénée Charles Rogier, les attentats de Paris perpétrés par des terroristes islamistes relancent la réflexion sur le vivre ensemble déjà abordée au sein de l'établissement scolaire. « L'école a sa part de responsabilité à prendre. L'enseignement des religions ne peut être laissé aux seules mains des familles. L'école a besoin de professeurs compétents, bien formés et un décloisonnement des cours conviction-

« Les jeunes méconnaissent la religion d'autrui. Nous voulons dès lors travailler sur les valeurs communes » JOCELYNE ENGLEBERT

nels ou religieux pour faire connaître aux élèves les valeurs universelles qui traversent les religions et le courant laïc », explique Jocelyne Englebert, préfète des études à l'athénée Liège 1.

Ce mercredi, hasard du calendrier, un front commun des professeurs de religion et de morale laïque se réunit pour voir comment approfondir le vivre ensemble. « Nous sommes à la recherche d'outils permettant aux élèves de découvrir les convictions de

l'autre en présence de tous. Actuellement, conformément à l'organisation de l'Enseignement, les questions religieuses et philosophiques sont abordées par groupe convictionnel, avec une interaction limitée. Clairement, il y a un manque : les jeunes méconnaissent la religion d'autrui. Nous voulons dès lors travailler sur les valeurs communes dans une orientation plus philosophique. Le débat sur la question du vivre ensemble doit passer par l'école avec un retour aux textes sous l'égide de professeurs qui ont les titres requis. A Liège 1, nous avons la chance de ne pas avoir de professeurs extrémistes à l'inverse de certaines autres écoles où des jeunes élèves filles ont parfois dû s'asseoir au fond de la classe, derrière les garçons, pour suivre un cours de religion islamique ».

Ceci étant dit, actuellement, la marge de manœuvre est étroite pour organiser des cours philosophiques communs. « Notre idée est de commencer à la rentrée prochaine par un travail au sein de chaque cours de religion pour les premières classes de secondaire ». ■

Ph.Bx